

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le [cf. date de
signature]

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEVELNORD

ZI n°3 - BP 10

59111 Lieu-Saint-Amand

Références : V2-NE-2023.256
Code AIOT : 0007001055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement SEVELNORD implanté ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand. L'inspection a été annoncée le 22/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de l'inspection était de contrôler les mesures mises en place suite aux différents épisodes de sécheresse et face aux arrêtés préfectoraux et ministériels publiés en 2023.

L'inspection s'est également intéressée aux prélèvements effectués sur le site (eaux de forage et potable).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVELNORD
- ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand
- Code AIOT : 0007001055

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVELNORD assemblait depuis 1994 des monospaces et fourgons et depuis 2006 des véhicules « combis ». La fabrication de véhicules monospaces a été arrêtée en juin 2013.

La production s'articule autour de trois ateliers :

- l'atelier « Ferrage » pour l'assemblage des pièces de carrosserie à partir des pièces embouties achetées,
- l'atelier « Peinture » pour les opérations de protection et de revêtement des caisses,
- l'atelier « Montage » pour l'assemblage des équipements et organes mécaniques sur le véhicule.

L'établissement a été initialement autorisé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré en date du 11 janvier 1993 modifié à plusieurs reprises.

Les modifications des installations en 2019 dans le cadre du projet dénommé « compactage » sont réglementées au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/12/2019.

L'activité menée sur le site relève principalement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 3260 : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique sous le régime de l'autorisation ;
- 3670 : Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organique sous le régime de l'autorisation ;
- 2921-1 : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle sous le régime de l'enregistrement ;
- 2940-21 : Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sous le régime de l'enregistrement ;
- 4331-2 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 sous le régime de l'enregistrement.

Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prélèvements
- Sécheresse

L'inspection s'inscrit dans l'action nationale sécheresse et dans l'action régionale pluriannuelle visant à réduire les prélèvements d'eau des ICPE les plus consommatrices.

Les objectifs principaux de ces actions sont :

- de vérifier si les prescriptions des arrêtés préfectoraux de l'ICPE sont respectées,
- de vérifier si les prescriptions des arrêtés préfectoraux et ministériels « sécheresse » sont respectées et prises en compte,
- d'interroger l'exploitant sur les mesures en place lors des périodes de sécheresse et de vérifier leur applicabilité et mise en œuvre,
- de sensibiliser les exploitants sur cette thématique,
- si les arrêtés préfectoraux ne prévoient pas de mesures spécifiques ou si ces dernières ne sont pas adaptées, de proposer aux exploitants de réfléchir à des mesures applicables sur les sites pour ces périodes et d'adapter les prescriptions par APC.

La consommation en eau du site SEVELNORD est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/09/1994 pour l'exécution et l'exploitation d'un forage pour le captage d'eaux souterraines à Hordain. Le volume maximal annuel qui peut être prélevé est de 1 314 000 m³, ce qui est disproportionné par rapport à la consommation réelle, proche de 220 000 m³/an. La consommation d'eau potable, n'est, quant à elle, pas réglementée.

Les prélèvements de la société SEVELNORD s'effectuent dans le bassin versant de l'Escaut qui a été placé en situation d'alerte sécheresse depuis la publication de l'arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département du Nord, dit « arrêté sécheresse », dans la suite du rapport, pris le 19 juin 2023.

La présente inspection s'attachera à vérifier le respect des mesures de restriction d'usage de l'arrêté préfectoral « sécheresse » du 19 juin 2023, mis à jour le 28 juillet 2023 (laissant le bassin de l'Escaut en alerte) et de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect du volume de prélèvement maximal prescrit	Arrêté Préfectoral du 15/09/1994, article 4	/	Sans objet
2	Relevé des prélèvements en eau	Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 3	/	Sans objet
3	Forage et hauteur de nappe	Arrêté Préfectoral du 15/09/1994, article 4	/	Sans objet
4	Entretien des forages	Arrêté Préfectoral du 15/09/1994, article 6	/	Sans objet
5	Réduction des prélèvements « eaux souterraines »	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article Annexe 2 – Activité artisanales, commerciales et industrielles dont le bassin est en alerte	/	Sans objet
6	Réduction des prélèvements « eau potable »	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article Annexe 2 – Activité artisanales, commerciales et industrielles dont le bassin est en alerte	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Limitation de la consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été constatée. Néanmoins, quelques observations sont formulées et appellent des ajustements de la part de l'exploitant.

A la suite de cette visite, il apparaît utile, dans un premier temps, de réaliser une étude technico-économique sur ce sujet. Un rapport distinct prescrira, par arrêté préfectoral complémentaire, cette étude. Par la suite il conviendra d'adapter les prescriptions de consommation d'eaux autorisées en lien avec les volumes réellement consommés sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect du volume de prélèvement maximal prescrit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/1994, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Limite de prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation sera assurée de telle manière que le débit capté ne dépasse pas, pour l'ensemble des deux forages F2 et F3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 150 m³/heure - 3 600 m³/jour - 1 314 000 m³/an <p>L'eau extraite sera utilisée exclusivement pour les besoins suivants : industriel.</p> <p>Un compteur totalisateur des prélèvements effectués sera installé sur la conduite de refoulement du ou des forages en amont de tout piquage, et sera plombé par les soins de l'Agence de l'Eau Artois Picardie.</p> <p>Un relevé des indications de ce compteur sera effectué le premier mercredi de chaque mois. L'ensemble des relevés sera adressé annuellement à Monsieur de Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Nord – Pas de Calais.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les relevés, transmis par l'exploitant, par courriel en date du 25/08/2023 et consultés par l'équipe d'inspection, respectent les valeurs prescrites et sont suivis quotidiennement.</p> <p>Le forage n°2 dispose de 2 pompes dont le débit cumulé ne dépasse pas 150 m³/h. Le forage n°3 sert en secours et son débit ne dépasse pas 150m³/h d'après les éléments consultés par l'équipe d'inspection.</p> <p>Sur les dernières années, le volume d'eau prélevé n'a pas dépassé 259 617 m³ sur un an (valeur</p>

maximale relevée en 2018). Cette valeur est très éloignée de la valeur autorisée s'élevant à 1 314 000 m ³ /an.
Sur les derniers mois consultés en 2023, les prélèvements en eau ne dépassent pas les 1000 m ³ /jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Relevé des prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : 3.1. Limitation de la consommation d'eau [...] 3.1.2. L'alimentation en eau de procédé est assurée par des forages exploités sur le site de l'établissement, munis de dispositifs de mesure totalisateurs Les volumes d'eau prélevés sont consignés journallement sur un registre tenu à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : Le registre des valeurs est tenu à jour quotidiennement sur un fichier numérique. Des relevés automatiques sont réalisés grâce au module "Energy" installé au niveau du bâtiment "forage", les informations sont disponibles sur le logiciel de suivi et peuvent être extraites à tout moment sur tableur pour transmission à l'Inspection des Installations Classées. Pour l'eau potable, un compteur d'eau du gestionnaire d'eau potable est disponible mais les relevés sont réalisés manuellement par un opérateur. Un projet de report automatique est en cours de réflexion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Forage et hauteur de nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/1994, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Limite de prélèvement
Prescription contrôlée : Article 5 Chaque forage sera équipé de telle sorte que la mesure des niveaux statique et dynamique de la nappe puisse y être faite. Un relevé de ces niveaux sera effectué le premier mercredi de chaque mois. [...]
Constats : Grâce au logiciel et équipements en place, il est possible de mesurer la « profondeur de vide », soit la distance jusqu'à la nappe. Cette donnée est disponible de façon instantanée. Cependant aucune extraction récente n'a pu être présentée le jour de l'inspection.

Observation n°1 : Il convient de transmettre à l'inspection des installations classées, un document présentant le niveau de la nappe sur plusieurs années. La profondeur de vide pourra aider à la réalisation de cette étude.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien des forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/1994, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Forage
Prescription contrôlée : Article 6 Pendant toute la durée de l'exploitation, la société devra veiller au bon entretien du forage et de ses abords, de façon à rendre impossible toute intercommunication entre niveaux aquifères différents ainsi que toute pollution des eaux souterraines. [...]
Constats : Les forages 2 et 3, pourvus de fosse, ont été contrôlés. Une bordure est présente autour des abords des forages, afin d'éviter les pollutions par déversement, celle du forage n°2 a été récemment rénovée Une pompe de relevage est présente dans la fosse du forage 2 afin d'évacuer les eaux pluviales et d'éviter la contamination des eaux du forage 2. Au niveau du forage 3, une bordure, plus haute que celle du forage 2, est présente autour du puits de forage sans présence de pompe de relevage. De l'eau stagnait dans la fosse sans communiquer avec le puits. L'équipe d'inspection a interrogé l'exploitant sur l'absence de pompe dans ce forage et ce dernier a évoqué la prochaine installation d'une pompe de relevage dans ce forage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Réduction des prélèvements « eaux souterraines »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral « sécheresse » du 28/07/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : Annexe 2 de l'arrêté sécheresse : A défaut de dispositions spécifiques, les ICPE autorisées à prélever plus de 1000 m ³ /j dans les eaux de surface ou plus de 80 m ³ /h dans les eaux souterraines voient leur autorisation réduite de 10 % le volume moyen journalier prélevé de la quinzaine représentative de l'activité de l'établissement précédent la prise du 1er arrêté sécheresse pour l'épisode de sécheresse en cours. Les exploitants des installations classées concernées devront rendre compte à la DREAL des mesures mises en place dans ce cadre et des résultats en termes de volumes d'eau utilisés.
Nota : le premier arrêté sécheresse de l'année 2023 a été pris le 19 juin 2023, pour le département du Nord.
Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation pour l'exécution d'un forage pour le captage des eaux

souterraines à Hordain du 15/09/1994, prévoit dans son article 4 que le débit capté "pour l'ensemble des deux forages F2 et F3" ne dépasse pas 150 m³/heure.

L'article repris ci-dessus de l'arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département du Nord (dit « arrêté sécheresse ») s'applique donc.

Les échanges pendant l'inspection et les documents consultés ont montré que cette annexe de l'arrêté préfectoral « sécheresse », repris plus haut, n'avait pas été considérée.

Seules les mesures de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 ont été prises en compte (arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement).

Or cet arrêté ministériel prévoit une réduction du prélèvement d'eau de 5 % en cas « d'alerte sécheresse » (article 2), contre **10 %** pour l'arrêté préfectoral du département du Nord relatif au bassin versant de l'Escaut.

De plus, cet arrêté ministériel précise en son article 5 que « l'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions du présent arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2 [...] ».

L'arrêté « sécheresse » du 19/06/2023 puis du 28/07/2023, considérant une baisse des consommations de 10 %, s'applique donc.

Observation n°2 : Il convient de prendre en compte les mesures explicitées dans l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 19/07/2023 et de présenter les calculs qui en découlent. L'inspection demande à l'exploitant de se positionner vis-à-vis des résultats obtenus et de transmettre ses conclusions.

Si l'arrêté sécheresse venait à être prolongé il conviendra de prendre en compte ces résultats pour les prélèvements qui suivront.

Afin de justifier d'une diminution de 10 % des consommations prévues dans l'arrêté préfectoral, les consommations totales des installations sont à prendre en compte.

Cependant, il est possible de considérer un volume moyen hebdomadaire représentatif de l'activité et d'appliquer la réduction de 10 % sur ce volume (prélevé de la quinzaine représentative de l'activité de l'établissement précédent la prise du 1er arrêté sécheresse pour l'épisode de sécheresse en cours).

A toute fins utiles, l'exploitant peut consulter les sites internet suivants : vigieau.gouv.fr ainsi que propluvia.developpement-durable.gouv.fr et celui de la préfecture du Nord pour connaître les arrêtés sécheresse en vigueur, applicables à son établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Réduction des prélèvements « eau potable »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral « sécheresse » du 28/07/2023

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse

Prescription contrôlée :

Annexe 2 de l'AP sécheresse :

Les ICPE soumises à autorisation au titre de la réglementation ICPE voient leur autorisation de prélèvements dans le réseau d'eau potable réduite de 10%, sauf dérogation spécifique accordée par le Préfet.
<p>Constats :</p> <p>L'établissement a considéré l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement. Ce dernier indique une « réduction du prélèvement d'eau de 5 % » lorsque le niveau « alerte » est déclenché.</p> <p>Or l'arrêté préfectoral « sécheresse » du département du Nord, qui indique une situation en « alerte » sur le bassin versant de l'Escaut », impose une réduction des prélèvements en eau potable de 10 %. Cette donnée n'a pas été considérée par l'établissement.</p>
<p>Observation n° 3 : L'inspection demande à l'exploitant de se positionner par rapport à la nouvelle valeur déterminée et de transmettre les résultats obtenus pour l'été 2023.</p> <p>A noter que si l'arrêté venait à être prolongé, l'exploitant devra se conformer aux valeurs nouvellement obtenues.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Limitation de la consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.1. Limitation de la consommation d'eau</p> <p>3.1.1. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des dispositions sont prises pour recycler les eaux utilisées dans les ateliers, et notamment les eaux : de lavage des véhicules et gaz de traitements de surface, des cabines de peintures, - la réfrigération en circuit ouvert des installations est interdite <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En lien avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral sécheresse reprises dans les points de contrôle précédents, l'établissement a présenté les dispositions mises en place lorsque le seuil d'alerte sécheresse est déclaré. Parmi elles, il est relevé, dans le document « de restriction d'usage de l'eau » consulté le jour de l'inspection (et transmis par courriel le 08/09/2023) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suspendre l'activité de lavage des véhicules de services, - interdire l'arrosage des pelouses et espaces verts, - interdire le nettoyage au « karcher » en entrée de ligne de lavage de l'atelier BUVO, et lorsque cela est possible, faire en sorte de passer les véhicules en expertise sans lavage, - condamner l'aire de lavage véhicule dans l'atelier PVN, - suspendre les opérations de rinçage des réseaux sprinkler. <p>Les échanges, lors de l'inspection, ont également mis en avant l'absence de collecte et de réutilisation des eaux pluviales ainsi que l'absence de réutilisation des eaux de lavage des véhicules citées ci-avant. Les eaux pluviales sont actuellement rejetées vers le réseau public.</p>

D'autres projets sont en cours, comme le remplacement des tours aéroréfrigérantes actuelles par des tours adiabatiques, ainsi que la mise en place de compteurs d'eau intermédiaires pour mieux détecter les fuites ou pour identifier précisément les lieux de consommation importants.

Observation n°4 : Les eaux de lavage de véhicules doivent être recyclées. Il convient de repenser les activités de lavage des véhicules actuelles afin de limiter la consommation en eau pour ces activités et de les recycler a minima.

Observation n°5 : Les eaux pluviales ne font l'objet d'aucune réutilisation. A ce titre, l'inspection des installations classées invite l'exploitant à prendre connaissance de la « Note de doctrine sur la gestion des eaux pluviales au sein des ICPE soumises à Autorisation validée le 30 janvier 2017 – DREAL Hauts-de-France – Service Risques » qui précise la hiérarchisation des modes de gestion des eaux pluviales sur les ICPE.

Observation n°6 : Concernant la suspension des opérations de rinçage des réseaux sprinklers, il convient de quantifier le gain en volume d'eau et d'identifier si cela peut présenter un risque pour l'installation, ces exercices faisant partie de la maintenance des réseaux.

Observation n°7 : Enfin, comme évoqué en introduction, une étude technico-économique sera prescrite et permettra à l'exploitant d'identifier les différentes actions ou mesures qui pourraient être mises en place pour diminuer le niveau actuel des prélèvements, qu'ils soient effectués dans les eaux souterraines, les eaux de surface ou le réseau d'eau potable.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet